

"Non à l'huile de palme, oui à l'hydrogène"

Dans la foulée des marches pour le climat qui, samedi, de Martigues à Marseille notamment, ont mobilisé les citoyens, Europe Écologie Les Verts avaient appelé les citoyens à se retrouver, hier en fin de matinée, devant la raffinerie Total de Châteauneuf-La Mède.

En ligne de mire, cette huile de palme qui, dès l'an prochain, va être massivement importée par la multinationale dans le cadre de la reconversion "bio" du site.

Si la mobilisation militante, avec une petite cinquantaine de présents, faisait défaut, les convictions restaient d'actualité. À commencer par Michèle Rivasi, infatigable arpenteuse de la cause environnementale. Arrivée tout droit du Bénin, la députée européenne commençait par venir saluer les gilets jaunes toujours mobilisés sur le terre-plein du rond-point.

Du jaune au vert, il n'y avait alors qu'un pas pour asséner: "Ici, une bioraffinerie? Vous pouvez enlever le mot bio. Ce sont des agrocarburants qui mobilisent des terres agricoles sans nourrir ceux qui les travaillent. On ne peut pas utiliser non plus du colza ou du tournesol pour mettre dans l'essence. C'est grave. Il y a des tas de pays qui se lancent dans le traitement des algues et nous, on a toujours un métré de retard".

Présente également, l'association Les amis de la Terre rappelle "s'être tout de suite mobilisée, dès 2015, pour dénoncer cette reconversion. Nous avons



Une cinquantaine de militants de la cause environnementale, dont la députée européenne Michèle Rivasi (manteau marron, au centre), ont manifesté hier matin devant le site de La Mède. /PHOTO P.M.

travaillé avec la CGT et Fabien Cros, son responsable sur ce site, justement pour convenir que l'huile de palme n'était pas compatible. Il est dans le même combat. Il veut bien des emplois mais pas polluer l'environnement".

Selon l'association, "l'hydrogène semble être un débouché possible ici, à La Mède. C'est en recherche pour les lignes de train qui serviraient toute la Côte

bleue". "C'est une convergence de projet et de lutte", commente Michèle Rivasi.

"En terme de CO2, on a tout faux"

Porte-parole régionale EELV, Christine Juste ajoute: "Alors que la Cop24 se tient en Pologne, même l'Onu lance l'alerte. On est loin de respecter les objectifs fixés. Ces centaines de milliers de

tonnes vont faire le tour de la planète. En terme de CO2, on a tout faux. On ne peut plus rester inactifs". Et d'évoquer "ces autres pistes qui ne sont pas exploitées. Il faut faire de la recherche. On ne peut pas se contenter d'aller déforester en Indonésie et en Malaisie, saccager la biodiversité à un endroit pour alimenter, à l'autre bout de la planète, une usine".

À la question économique, Christine Juste répond: "On a conscience qu'il y a des emplois en jeu mais il y a moyen de trouver des procédés qui en créeraient d'autres mais, pour répondre aux enjeux climatiques mondiaux, en gestion locale. Tout ce qui est recyclage, retraiter les huiles de friture. Avec une multinationale, ce n'est pas possible. Ils ne pensent ni à la planète, ni à l'humain. Leur objectif n'est pas la transition écologique mais de rentabiliser. C'est l'échelle qui pose problème".

Sur les moyens, "il faut sensibiliser les gens. C'est une histoire d'image de marque. Il faut que les élus les obligent, les aident, les accompagnent".

Ces militants nourrissent-ils un espoir après le vote récent à l'Assemblée nationale, les députés LREM et Modem n'étant pas allés dans le sens du gouvernement? "Si le gouvernement veut être cohérent avec son combat pour le climat, il doit demander à Total de ne pas importer autant d'huile de palme, rebondit Michèle Rivasi. Sinon, c'est d'une incohérence la plus... totale. Dans l'arrêté des Bouches-du-Rhône, ça peut aller jusqu'à 500 000 tonnes. Cela représente carrément la surface de la métropole Aix-Marseille. Il faut imaginer le nombre d'arbres coupés pour faire cette huile de palme". Et la députée de reprendre le slogan sur les affichettes: "On n'en veut ni dans nos assiettes, ni dans nos carburants".